

**CONGRÈS NATIONAL
DE L'ANACR
AGEN
22, 23, 24 OCTOBRE
2010**

LE JOURNAL DE LA RESISTANCE

FRANCE D'ABORD
FONDE DANS LA CLANDESTINITÉ EN 1941

Rédaction-Administration, 79, rue Saint-Blaise, 75020 Paris
N° 1230-1231 - MARS - AVRIL 2010

LA CAPITULATION NAZIE



C'est dans la salle des professeurs du Collège moderne et technique de Reims, reconvertie en salle des cartes, ou « War Room », avec au centre, une grande table entourée de quatorze chaises, qu'est signée, le 7 mai 1945, à 2h41 du matin, par le général Jodi, chef d'état-major, la capitulation sans conditions des armées de terre, de mer et de l'air du III^e Reich. L'acte sera signé pour le Haut-Commandement allié par le général Bedell-Smith, pour le Haut-Commandement Soviétique par le général Sousloparov et pour l'Armée française par le général Sevez. Il sera ratifié le lendemain 8 mai à Berlin, par le maréchal Keitel, au nom du Haut-commandement allemand, par l'amiral von Friedeburg, commandant en chef de la Kriegsmarine, par le général Stumpf, représentant le commandant en chef de la Luftwaffe, par le maréchal Joukov, au nom du Haut-commandement de l'Armée rouge, par le maréchal de l'air Tedder, au nom du commandant suprême du corps expéditionnaire allié en Europe, et comme témoins par le général de Lattre de Tassigny, commandant en chef de la 1^{re} Armée française, par le général Spaatz, commandant de l'United States Strategic Air Force.

L'ANACR EN DEUIL



Raymond MONCORGE
Membre du Bureau National

Disparu le 14 avril dernier, Raymond Moncorge, né le 12 janvier 1924 à Montolire, dans l'Ailier, s'était engagé le 7 avril 1940 à l'Ecole des Mécaniciens de la Flotte de Saint-Mandrier dans le Var, et obtiendra le brevet de mécanicien de la Marine Nationale et celui de mécanicien de l'Aéro-Navale.

Lors de l'invasion de la zone sud par la Wehrmacht le 11 novembre 1942, il est de ceux qui participent au sabotage de la Flotte à Toulon en novembre 1942, pour éviter que les navires français tombent aux mains des hitlériens.

Il décide alors de rejoindre les Forces Françaises Libres en Angleterre, mais échoue dans sa tentative. Début avril 1943, il rejoint la Résistance intérieure au Groupe franc des Bois Noirs (Montagne Bourbonnaise), avec lequel il participe à des actions contre l'occupant nazi et ses complices du régime pétainiste.

Raymond Moncorge s'illustrera quelques temps plus tard lors du sauvetage de l'aviateur américain John Bieger, qu'il ramène au maquis placé sous le commandement de Roger Kespy, chef régional de l'A.S. Le 15 novembre 1943, les deux maquis installés dans les Bois Noirs sont attaqués par les GMR, la sinistre Milice et la B.S. de Clermont-Ferrand.

Ses services de Résistance étant homologués du 7 avril 1943 au 6 septembre 1944, il revient à la vie civile. Délégué et responsable syndical, il défendra avec énergie les conquêtes sociales de la Libération acquises par l'adoption de mesures préconisées par le programme du C. N. R., et se consacrera aussi à la défense de la mémoire et des valeurs de la Résistance, étant très attaché à leur transmission aux jeunes générations.

Président départemental de l'ANACR de l'Ailier, il avait été élu au Conseil national de l'ANACR lors du congrès de Perpignan en 1990 et membre du Bureau National lors du congrès tenu en 1994 à Vichy, congrès dont il avait été le principal organisateur. Il était membre du Jury départemental des Concours, des Conseils d'administration de l'UDAC et du Service départemental de l'ONAC, de la direction du Comité des 80 parlementaires ayant refusé le vote des pleins pouvoirs à Pétain le 10 juillet 1940;

Auteur de l'ouvrage *Montagne Bourbonnaise 1939-1945*, publié en collaboration avec l'ONAC, le Conseil Général de l'Ailier, l'ANACR et l'UDAC, il était Chevalier de la légion d'honneur et titulaire des Croix du Combattant, du Combattant Volontaire de la Résistance, du Croix de Combattant volontaire 1939-1945 et d'autres décorations.

SOUSCRIPTION NATIONALE

Association Nationale des Anciens Combattants et Amis de la Résistance (A.N.A.C.R.)
BON de SOUTIEN
2010
Le numéro novembre-décembre 2010 du « Journal de la Résistance » France d'abord

Donner à l'ANACR les moyens de vivre et de lutter pour les idéaux de la Résistance !
Chaque année, l'effort financier fait par les adhérents et par les Amis de l'ANACR en souscrivant les bons de soutien, en les diffusant autour d'eux, est une aide précieuse, irremplaçable pour notre Association.
Les talons des bons de soutien pourront être, accompagnés de leur règlement, renvoyés au siège national jusqu'au 15 décembre.

DE LA LIBERATION A LA VICTOIRE

Il y a 65 ans, dans une salle du Collège moderne et technique de Reims, le 7 mai 1945, s'achevait en Europe - il se prolongera 4 mois encore en Asie - le conflit le plus effroyable que l'humanité ait connu : par l'ampleur des destructions causées, des régions dévastées et surtout par les pertes humaines qu'il avait causées ; en premier lieu parmi les populations civiles.

C'est cette seconde Guerre mondiale qui se termine alors fut, à la différence de la précédente - qui trente ans plus tôt avait ravagé le continent - et de conflits antérieurs, qui avaient eu pour but profond sinon pour origine immédiate, des conquêtes de territoires, de ressources et de marchés, d'abord une guerre menée contre les peuples par les nazis et les fascistes, qui non seulement voulaient les dominer mais aussi les asservir, et même les anéantir quand ils s'agissaient de ceux qu'ils considéraient comme inférieurs.

Ce fut une guerre durant laquelle s'affrontèrent deux conceptions radicalement antagonistes de l'humanité : celle, barbare, de peuples dits « supérieurs » appelés à régner en maîtres sur un monde peuplé d'esclaves à leur service, barbare et totalitaire, bannissant toute liberté en premier lieu d'expression ; et celle, humaniste et démocratique, dont fut porteuse la coalition des Alliés qui triompha en ce printemps 1945.

Vaincu en juin 1940 par la supériorité mécanique et tactique de la Wehrmacht nazie, mais aussi par la trahison de ceux qui préférèrent alors Hitler au Front populaire, pour reprendre une formule ayant fait florès quelques années sinon quelques mois plus tôt, et en premier lieu de celui qui avait appelé « à cesser le combat » avant de profiter des circonstances pour assassiner la République le 10 juillet suivant à Vichy, notre pays, pillé quatre années durant par l'occupant, s'était vu assigner par les nazis dans « l'Europe nouvelle » sous leur coupe un simple rôle de gisement de ressources matérielles - agricoles en premier lieu - et humaines, dont le STO sera l'illustration.

Guerre contre les peuples, la Seconde Guerre mondiale va être aussi celle des peuples : des côtes de l'Atlantique, de la Manche et de la Mer du Nord jusqu'aux plaines d'Ukraine et aux forêts de Biélorussie, du Pôle nord en Norvège occupée jusqu'aux rives de la Méditerranée, dans tous les pays subissant le joug des nazis et des fascistes italiens et où ils commirent des crimes innombrables, les peuples se dressèrent pour les combattre, immobilisant ainsi des forces considérables de l'ennemi, leur portant même des coups importants.

Ce fut le cas dans notre pays où, dès les premières heures de l'Occupation, se manifestèrent les premiers actes de résistance à l'encontre de l'envahisseur et de ceux qui, pendant quatre années, allaient s'en faire les complices actifs, à savoir les tenants du régime pétainiste. De premiers actes de résistance qui vont donner rapidement naissance à ce que notre peuple et l'Histoire appelleront la Résistance, que Jean Moulin unifia le 27 mai 1943 au sein du Conseil National de la Résistance. Une Résistance qui, par l'action de ses groupes urbains de combat et de ses maquis, entretiendra une insécurité permanente pour les forces de l'ennemi, qui, par la diffusion de ses journaux et tracts clandestins combatta sa propagande et celle de ses complices, et qui, par les renseignements transmis aux Alliés par ses réseaux, aidera parfois de manière décisive à préparer les débarquements libérateurs de 1944.

Débarquements aux succès desquels, en paralysant par des destructions et des sabotages les communications de l'ennemi, en harcelant et retardant ainsi les renforts qu'il envoyait sur les côtes de Normandie et de Provence, la Résistance apporta un concours précieux en même temps qu'elle donna des premières heures de la libération du sol national, en en prenant le contrôle région après région, l'assise territoriale permettant au Gouvernement Provisoire du Général de Gaulle d'asseoir l'indépendance de notre pays auprès des Alliés, au sein desquels l'appel visionnaire du 18 juin 1940 - dont nous célébrerons le 70^{ème} anniversaire en juin prochain - avait permis à la France de rester présente.

La libération en marche et bientôt acquise, nombreux vont être les Résistants, les F.F.I., qui vont « s'engager pour la durée de la guerre », afin de continuer jusqu'à la victoire finale le combat contre le nazisme. La 1^{re} Armée française qui s'enfoncera jusqu'au cœur de l'Allemagne, ce furent eux, aux côtés des Français libres et des troupes issues de l'Armée d'Afrique, ce furent les colonels Fabien et Rol-Tanguy - le dirigeant de l'insurrection de Paris - aux côtés du général de Lattre de Tassigny.

Ainsi, les signatures qu'apposèrent le 7 mai 1945 à Reims le général Sevez et le 8 mai à Berlin le général de Lattre sur l'acte de capitulation de l'Allemagne nazie, à côté de celles des représentants des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de l'Union Soviétique, furent celles de la France, furent pleinement celles du peuple de France.

DANS NOTRE SOMMAIRE :

- P. 2 : La Journée Nationale de la Résistance. Le Diplôme d'honneur
- P. 3 : Crimes de guerre et crimes contre l'humanité.
- P. 4 et 5 : Crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Le Front des Alpes.
- P. 6 et 7 : Avis de recherches. Vie de l'association. Nos deuils.
- P. 8 : Les livres. Cinéma et Résistance en Corse.

2

CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ ET CRIMES DE GUERRE

Pénétrant le 4 avril 1945 dans le camp nazi d'Ordhruf, commando de Buchenwald, et y découvrant avec horreur des monceaux de cadavres, le général Eisenhower lance alors aux soldats américains qui l'accompagnent : « Si vous ne saviez pas pourquoi vous vous battez, maintenant, vous savez ».

Depuis plusieurs mois déjà, à l'est de l'Europe, l'avancée des troupes soviétiques a permis de découvrir, malgré les efforts des nazis pour cacher leurs crimes en détruisant les installations des camps d'extermination tels ceux de Sobibor, Maidanek et Treblinka, l'ampleur du génocide qu'ils ont mis en œuvre. Et le 17 janvier 1945 les Soviétiques ont libéré Auschwitz où, malgré l'évacuation de dizaines de milliers de déportés par les « marches de la mort », survivent encore plusieurs milliers de détenus qui vont alors témoigner de l'horreur. Une horreur que les Soviétiques ont mesuré lors de leur reconquête de l'Ukraine et de la Biélorussie : dès le 6 novembre 1943, ils ont libéré la région du ravin de Babi Yar, où 100 000 Juifs de Kiev - hommes, femmes, enfants, vieillards - avaient été massacrés fin septembre 1941, ainsi que des Tziganes.

A cette politique d'extermination systématique de la population juive d'Europe, ainsi que des Tziganes, qui va faire des millions de victimes, les forces d'occupation nazie en Europe - tant de la SS que de la Wehrmacht - vont en ajouter des millions d'autres : par des raids terroristes notamment aériens contre les populations civiles pour briser le moral de résistance de leur nation lors des offensives militaires de conquête, par l'assassinat ou la mort programmée de millions de prisonniers de guerre à l'est de l'Europe, par des « représailles » menées contre des civils suite à l'action des Résistants, des Partisans, ou « simplement » pour terroriser les populations et les dissuader d'entrer en Résistance.

Les villages martyrs sont innombrables dans tous les territoires occupés : Lidice en Tchécoslovaquie, Distomo en Grèce, Kragujevac en Serbie, Marzabotto en Italie ou Vinkt en Belgique ne sont que de tristes exemples des crimes commis par les nazis dans ces pays. En ex-URSS, leur liste comprend des milliers de noms : ainsi en Ukraine où les nazis rasèrent quelques 459 villages en en massacrant la population, Kotelisly est l'ensemble de ses 2 892 habitants assassinés le 23 septembre 1942...

En France, les crimes de guerre commis par les nazis furent nombreux. Leur liste commence... dès 1940 : le 23 mai 1940, à Etrun (Pas-de-Calais), en représailles - selon l'envahisseur - de la mise à mal de deux soldats allemands par la population, 23 civils sont exécutés et leurs corps brûlés au Pont de Gy, 5 autres le sont devant le n° 22 de l'actuelle rue François-Lemaître, qui porte le nom d'une des victimes. Le 28 mai, 80 civils sont fusillés à Oignies (Pas-de-Calais) en représailles de la participation des habitants à la défense héroïque de la cité sur le pont de la Batterie.

Arrivés en Région parisienne, les Allemands, accusant la population civile de Villepinte d'avoir participé aux combats leur ayant coûté 9 tués, fusillent 10 otages le 14 juin au matin près du bois Saint-Denis ; avant d'en exécuter 4 autres peu après ; à Tremblay-lès-Gonesse, le 14 juin, 14 otages sont fusillés...

Le 20 juin 1940, à Chasselay, 28 soldats noirs du 26^{ème} Régiment de Tirailleurs Sénégalais (RTS), faits prisonniers après avoir résisté pendant deux jours à l'avancée allemande vers Lyon, sont fusillés par les SS de la Division « Totenkopf » ; de nombreux autres le seront dans toute la région.

Durant toute l'Occupation, la sinistre politique des otages des nazis - frappant, de Châteaubriant à Nantes, de Paris à Souge, et dans nombre d'autres lieux, des hommes n'ayant pris aucune part aux événements ayant conduit à leur exécution - ressort du crime de guerre.

UNE RETRAITE SANGLANTE

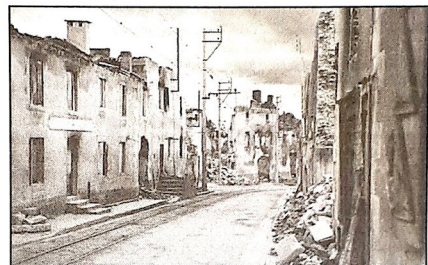
Mais, c'est à partir du printemps 1944, alors que la Résistance se développe et que l'occupant pressent le débarquement allié sur le front ouest, que les crimes nazis vont se multiplier contre les Résistants faits prisonniers mais aussi contre les populations civiles.

La Dordogne fut durement éprouvée : 34 jeunes maquisards sont fusillés le 16 février 1944 à Payzac, 26 otages sont exécutés à Brantôme le 26 mars, 25 sont assassinés à Sainte-Marie-de-Chignac le 27 mars, 43 victimes dans la Terrassonnais le 30 mars, le village de Rouffignac - où 64 hommes sont arrêtés et internés : 2 furent fusillés, parce que Juifs, et 16 dont 4 gendarmes déportés en Allemagne - est détruit le 31 mars, 16 otages de 7 à 62 ans sont assassinés à Rouffillac le 8 juin 1944, le même jour des femmes et fillettes sont brûlées vives à Calviac -en-Périgord et 13 otages de 17 à 80 ans sont massacrés à Carsac-Aillac, 52 personnes sont fusillées à Mussidan le 11 juin, 19 fusillés à Saint-Germain-et-Mons le 21 juin 1944, 31 personnes sont fusillées à Pressignac-Vicq le même jour, 14 otages sont fusillés à Domme le 26 juin, 17 autres sont fusillés à Saint-Julien-de-Crempeuse le 9 août, 40 internés sont fusillés au 35^{ème} d'Artillerie à Périgueux entre le 12 et le 17 août, 21 otages sont fusillés à Saint-Astier le 20 août... Cette triste liste n'est hélas pas exhaustive, des dizaines et des dizaines d'autres otages seront assassinés durant cette période dans des dizaines d'autres localités du département.

Martyre, la Dordogne ne sera pas le seul département à connaître les exactions des nazis et de leurs suppléants :

86 hommes sont fusillés par des SS de la 12^{ème} Panzer « Hitlerjugend » dans la nuit du 1^{er} au 2 avril 1944 à Ascq, dans le département du Nord, en « représailles » du sabotage d'un train, les SS massacrèrent 28 habitants à Ugine (Savoie) le 5 juin, les nazis exécutent 87 prisonniers à la prison de Caen le 6 juin, jour du Débarquement.

La division SS « Das Reich », stationnée dans le Sud-ouest avant sa remontée vers la Normandie, va sinistrement s'illustrer : le 21 mai 1944, elle fusille 11 hommes et pend 3 femmes à Frayssinet-le Gélât (Lot), le 8 juin, elle massacre 44 personnes à Issendolus (Lot), après des combats les 7 et 8 juin qui firent une cinquantaine de victimes civiles, elle pend le 9 juin 99 hommes à Tulle (Corrèze), abat un malheureux essayant de s'enfuir, assassine 18 gardes-voies, et envoie en déportation 149 personnes (101 ne revinrent pas), le même jour, une compagnie du régiment « Der Führer » de la « Das Reich » massacre 56 habitants, dont des femmes et des enfants, à Argenton-sur-Creuse (Indre), 11 autres seront fusillés le lendemain ; toujours le 9 juin, un bataillon de la « Das Reich » exécute 31 jeunes au Poteau de Combeauvert (Creuse). Et le 10 juin, la 3^{ème} Cie du 1^{er} bat. du Rgt. « Der Führer » de la « Das Reich » encercle le village d'Oradour-sur-Glane (Haute-Vienne) : 642 habitants, dont 247 enfants sont abattus ou brûlés vifs... Resté au sud de la Garonne, un bataillon du régiment « Deutschland » de la « Das Reich » massacre, du 10 au 12 juin, 57 personnes, dont des femmes et des enfants, à Bagnères-de-Bigorre, Pouzac et Trébons (Hautes-Pyrénées). Arrivée en Normandie et forcée à la retraite, la « Das Reich » assassina encore, le 18 août 1944, 18 personnes à Tourouvre (Orne), qu'elle incendiera en partie.



Le village martyr d'Oradour-sur-Glane.

Les nazis vont accompagner leur évacuation de la France de multiples crimes de guerre : plus d'une centaine de civils sont exécutés dans plusieurs villages les 10 et 11 juin lors de la Bataille du Mont-Mouchet entre Auvergne et Languedoc, le 12 juin, 26 civils et 27 résistants sont fusillés à Valréas (Vaucluse), le 13 juin, faits prisonniers, 106 Résistants du maquis des Manises sont exécutés à Revin (Ardennes), le 25 juin, 16 civils - dont 6 jeunes et un enfant de 7 ans - sont abattus à Thauvenay (Cher), le lendemain, 27 autres le sont à Dun-le-Places (Nièvre).

L'été 1944 va être sanglant : le 7 juillet 1944, plus de 30 hommes sont massacrés au Cheylard (Ardèche) par le « Kampfgruppe Zabel » composé d'un bataillon de grenadiers de la 9^{ème} Panzer et d'un élément de la Luftwaffe, le même jour, l'attaque par les Allemands du maquis de Meilhan (Gers) fait 76 morts, les blessés et prisonniers étant abattus, le 8 juillet, 37 personnes - dont une trentaine amenées du Fort de Montluc à Lyon - sont fusillées à Portes-les-Valence (Drôme), le 10 juillet sont assassinés 46 hommes de Ciron, Paillet et Lignac (Indre), le 12 juillet, 22 des 171 habitants de Dompiere-sur-Mont (Jura) sont fusillés, du 12 au 22 juillet, 25 habitants de Dortan et d'Oyonnax (Ain) sont assassinés, des femmes violées, le 15 juillet, 28 otages - dont le maire - sont fusillés à Bourg-Lastic (Puy-de-Dôme), le 21 juillet à Vassieux-en-Vercors (Drôme) 73 habitants, dont des femmes, des enfants et des vieillards, sont - ainsi que 120 FFI - massacrés, le 24 juillet ce sont 36 Juifs de Saint-Amand-Montrond (Cher) - dont 8 femmes - qui sont jetés - certains vivants - dans un puits à Savigny-en-Septaine. Le 27 juillet, 33 hommes du bataillon FTP « François » et la totalité des habitants du hameau sont abattus à Saint-Germain-du-Salembre (Dordogne) et, ce même 27 juillet 1944, les 35 blessés ainsi que les médecins et l'aumônier de l'hôpital du maquis installé dans la grotte de la Luire y sont assassinés lors de l'offensive contre le maquis du Vercors : à la Chapelle-en-Vercors (Drôme), 16 otages sont exécutés.

Août 1944 connaîtra un nouveau cortège d'horreurs : le 4 août, une trentaine d'otages, dont un jeune de 17 ans et le maire, sont massacrés à Saint-Pol-de-Léon (Finistère) par des éléments de la Wehrmacht en repli vers Brest, à Gouesnou (Finistère), le 7 août, des soldats de la 3^{ème} brigade antiaérienne de la Kriegsmarine massacrent 42 habitants - dont des femmes et des enfants - au lieu-dit Penquerec, le 17 août, 30 Résistants - certains détenus depuis juin - sont assassinés à Sainte-Radegonde (Aveyron), le 20 août, 110 Juifs internés au Fort de Montluc à Lyon sont assassinés à Saint-Genis-Laval (Rhône), le lendemain 109 autres le seront à Bron (Rhône), le 22 août, 49 détenus de la Maison d'Arrêt de Troyes sont assassinés par la Gestapo, le même jour 68 civils dont 35 femmes et 10 enfants de moins de 10 ans sont assassinés par des SS à Buchères (Aube), le 25 août, âgés de 3 mois à 89 ans,

124 habitants de Maillé (Indre-et-Loire) sont massacrés par des SS de la 17^{ème} Panzer « Götz von Berlechingen », le 29 août, 86 hommes sont massacrés dans la vallée de la Saulx (Meuse) par les Allemands en retraite. Le 30 août, Tavaux (Aisne) devient le 1^{er} village martyr du département : 20 habitants y sont assassinés ; il en ira de même le lendemain pour 14 habitants de 16 à 72 ans de Plomion (Aisne).

Le 2 septembre, 36 hommes sont fusillés à Etreux (Aisne) au hameau du Gard, 27 Résistants le sont à Autun (Saône-et-Loire), le 8 septembre, 86 autres le sont aussi à Basse-sur-le-Rupt (Vosges). Le 27 septembre, 39 habitants d'Etobon (Haute-Saône) sont massacrés...

Cette longue énumération est hélas... très incomplète. Plusieurs dizaines d'autres localités ont, à travers la France, été frappées. Et puis, dans de nombreux cas, ces massacres s'accompagnèrent de déportations dans les camps de la mort ; nombre de ces déportés ne revinrent pas et ajoutèrent leurs noms à la liste des victimes des crimes de guerre nazis dans notre pays.

PUNIR LES CRIMINELS

La France, l'Europe ne furent pas les seules régions du Monde où se déroulèrent des crimes de guerre : en Extrême-Orient, les fascistes japonais en commirent de nombreux dans les pays qu'ils occupèrent, la Chine en premier lieu. Ils y avaient commencé leurs forfaits dès avant-guerre massacrant, fin 1937-début 1938, dans la seule ville de Nankin, de 2 000 à 300 000 personnes. Les estimations du nombre des victimes civiles des agressions japonaises se situent entre 3 millions et 10 millions. En furent victimes des Chinois, des Birmanes, des Indonésiens, des Coréens, des Philippins, des Malais, des Indochinois, ainsi que des prisonniers de guerre et colons occidentaux, dont des Français en Indochine.

Le châtiment des crimes commis par les nazis et leurs alliés va très tôt être l'un des objectifs de guerre définis par les Alliés. Dès le 25 octobre 1941, Winston Churchill le définira comme étant « parmi les buts majeurs de la guerre ». De la même manière, la déclaration de Saint-James, signée 13 janvier 1942 par les dirigeants des pays occupés et des gouvernements en exil à Londres, dont le Général de Gaulle pour la France libre, place parmi les « principaux buts de guerre le châtiment par le moyen de la justice organisée des responsables de ces crimes. » Il en est de même de la Déclaration de Moscou, signée le 30 octobre 1943 par Churchill, Roosevelt et Staline, qui précise que les « trois puissances alliées, parlant au nom et dans l'intérêt des 33 Nations Unies, proclament solennellement ce qui suit (...) : les officiers et soldats allemands et les membres du Parti nazi qui ont été responsables, ou qui ont donné leur consentement aux atrocités, massacres et exécutions dont il a été question, seront renvoyés dans les pays où ils auront perpétré leurs abominables forfaits, pour y être jugés et châtiés conformément aux lois de ces pays libérés et des gouvernements libres qui y seront formés. Des listes seront établies avec tous les détails possibles, dans chacun de ces pays, et particulièrement dans les territoires envahis de l'Union soviétique, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la Yougoslavie et de la Grèce (...), de la Norvège, du Danemark, de la Hollande, de la Belgique, du Luxembourg, de la France et de l'Italie. »

Avec le communiqué final de la Conférence de Potsdam début août 1945, ces diverses déclarations des Alliés vont, par l'accord de Londres du 8 août 1945, fonder la mise sur pied dès la victoire acquise d'un Tribunal international : ce sera le « Tribunal militaire international de Nuremberg ». Une déclaration parallèle fondera le « Tribunal militaire international pour l'Extrême-Orient », qui siègera à Tokyo.

Les dirigeants et les militaires nazis et fascistes japonais qui seront déferés devant eux auront à répondre de 3 catégories de crimes :

Les crimes contre la Paix : déclenchement de guerres d'agression.

Les crimes de Guerre : assassinats, mauvais traitements, déportation de populations civiles, assassinat ou mauvais traitements des prisonniers de guerre, exécution d'otages.

Les crimes contre l'Humanité : assassinat, extermination, réduction en esclavage, déportation et tout autre acte inhumain commis contre toutes populations civiles pour des motifs politiques, raciaux ou religieux.

La distinction entre crimes de guerre et crimes contre l'humanité n'est pas toujours évidente : le massacre de 200 à 300 000 civils chinois à Nankin en 1937-1938 par l'armée japonaise est un crime de guerre, mais sa dimension raciste découlant du mépris de la caste dirigeante nipponne politique et militaire à l'égard des Chinois le rapproche du crime contre l'humanité. En France, le massacre le 20 mai 1940 à Chasselay des prisonniers sénégalais, séparés - parce que noirs - de leurs camarades français, est un crime de guerre, mais sa dimension raciste évidente le rapproche aussi d'un crime contre l'humanité.

24 des plus hauts dirigeants nazis furent poursuivis devant le Tribunal de Nuremberg, 28 de leurs homologues le furent devant celui de Tokyo. Par la suite, de nombreux autres procès eurent lieu dans l'immédiat après-guerre contre des tortionnaires nazis, tant en Allemagne que dans les pays où ils sévirent. Par ailleurs environ 5 600 Japonais furent poursuivis dans plus de 2 200 procès.

(Suite page 4) ▶

AVIS DE RECHERCHE

Je fais des recherches sur le réseau auquel aurais appartenir mon père et mon oncle, Martin et Manuel MICHELENA, réfugiés espagnols et domiciliés à Hendaye (64) au moment de leur arrestation par la Gestapo le 1^{er} novembre 1943 (puis déportés à Buchenwald et Harzburg) et libérés le 4 avril 1945. Ils appartenaient à un réseau de résistance à Hendaye, dont les contacts étaient Jean Esnal et Fernand Vazquez alias "Victor".

Mon oncle a obtenu à la libération une citation signée par le Général de Gaulle et le général de Laminat le 21 mars 1950 et une de M. Plevin le 5 juin 1950 : "A fait partie de l'armée des soldats sans uniformes... Magnifique patriote. A contribué durant l'occupation ennemie, dans les conditions difficiles et dangereuses, au passage de nombreux prisonniers de guerre français et alliés, évacués des camps d'Allemagne... Cette citation comporte l'attribution de la Croix de Guerre avec Étoile d'Argent."

Je cherche notamment au travers de ceux qui auraient pu le connaître dans la Résistance, le nom de leur réseau et tous renseignements pouvant me permettre d'avancer dans mes recherches

Avec mes remerciements,
Contact :
Marie-Thérèse MICHELENA - LACOSTE
1085, Avenue de Lacourts
40 000- MONT-DE-MARSAN

Nous - Yannick Amossé et moi-même - cherchons des informations sur plusieurs FTPF fusillés et déportés, tous salariés aux Lignes Télégraphiques et Téléphoniques (LTT), grande entreprise sise à Contfons-Sainte-Honorine (78700), avant sa fermeture définitive en 1985, afin d'écrire un livre sur la Résistance aux LTT.

Nous cherchons des informations sur Maurice DAM-PIERRE (né en 1909 à Pontoise, fusillé à Suresnes), Emmanuel BOURNEUF (fusillé), CORNIEUX Pierre (déporté), Roland PARISSET (déporté), Claude LORANGE (fusillé), Henri SPYSSCHAERT (déporté).

Contact : JEAN PRESENT
61, quai de l'écluse
95310-SAINT-OUEN-L'AUMONE
Tel : 01 34 30 07 71
E-mail : present.jean@wanadoo.fr

Je cherche des informations sur Fernand Phal épouse Robert Onimus qui est partie de Paris où elle vivait en 1944 vers Ravensbruck où elle est décédée en 1945.

Qui peut me dire si elle avait des enfants, de la famille, ce qu'il est devenu son mari après son décès ? D'avance merci.
Contact : NATALY MURIGNEUX
pasmur@free.fr

J'effectue des recherches concernant mon grand père paternel, Georges PIALHOUX, né le 2 février 1898 à Paris. Il avait donc 39 ans au moment de la déclaration de la guerre et était imprimeur à Paris. Il a rapidement fait partie du réseau Hector et fournissait des faux papiers. Je sais qu'il faisait des voyages en Allemagne dans le cadre des activités du réseau.

J'ignore la date de son arrestation, mais je suppose qu'elle a peut-être eu lieu fin 1941, quand l'Abwehr a pénétré le réseau Hector à Paris. Qui aurait des informations à ce sujet ?

Après son arrestation, mon grand-père a été envoyé à Cologne, pour y être jugé et condamné aux travaux forcés, semble-t-il. Ce qui est sûr, c'est qu'il avait le statut "NN". Ensuite il a été transféré à la prison de Sieburg. Pour combien de temps ? Puis il a été acheminé au sein du Kommando de Halle (près de Buchenwald), ouvert le 2 août 1944. Enfin, il a été transféré à la prison de Straubing, sud Bavière, jusqu'à sa libération le 5 mai 1945. A son retour, il en a très peu parlé...

Je cherche les réponses aux questions suivantes : Quand a-t-il été arrêté ? De quelle "branche" du réseau Hector faisait-il partie ? Quel y était exactement son rôle, pourquoi allait-il en Allemagne pour le réseau ? Quelles ont été les conditions de détention dans les prisons qu'il a fréquentées (du fait de son statut "NN" notamment) ? Que faisait-il au sein du kommando de Halle et surtout quelles étaient les conditions de vie dans ce kommando (où il a dû passer de 6 à 8 mois) ?

Je remercie par avance tous ceux qui pourront m'aider.

Contact : Sylvie PIALHOUX-VANNICATTE
La Molière 07440-CHAMPIIS
Tel : 04 75 58 35 33
E-mail : vann-07@hotmail.fr
marina.burguete@neuf.fr

Je recherche des informations concernant mon beau-père Philippe BURGUETE, décédé le 22 octobre 1943 et appartenant au réseau Nivelle-Bidassoa. Qui pourrait m'en donner ou m'indiquer où en trouver ?

Contact : Marina BURGUETE
4 allée des Iris, 64500-CIBOURE
Tel : 05 59 47 11 44
E-mail : marina.burguete@neuf.fr

Je recherche des renseignements sur Marcelle Bosmayer qui a été en STO à Hanau en Allemagne, y est morte après un bombardement, et a eu un fils qu'elle n'a pas eu le temps de reconnaître. Son frère Bernard Bosmayer faisait parti des FTP de Landreville ou du coin et a été fusillé à Paris après avoir été arrêté à Landreville en février 1944.

Merci d'avance.
Contact : Monique CELEYRETTE
16, rue de la Motte
53230 - COSSE-LE-VIVIN
Tel : 02 43 98 81 08
E-mail : claudaceleyrette@egetel.net

J'ai entrepris de retracer les activités de mon père à Roanne pendant la période décembre 1943-janvier 1944. Il était attaché au service de renseignements parachutistes britannique dont la mission était de localiser des terrains d'atterrissage pour des opérations aériennes, et je crois savoir qu'il appartenait au groupe du capitaine Aucey (Pierre Berheim). Son vrai nom était Robert André JONES et j'essaie de trouver quel était son pseudonyme en ce temps-là. Il habitait chez M. Gustave Place, 2 Route de Commelles, Le Coteau (Loire) et aussi avec M. Maurice Forge, coteau Trianon, allée de la Libération, Riorges. Je serais très reconnaissant pour tout renseignement complémentaire sur les activités de ce groupe. D'avance merci.

Contact : Linda JONES
E-mail : linda@activeservice.co.uk

Mon grand-père, Maurice PIERRE, engagé le 2 novembre 1942 dans l'Armée de l'Armistice, devait rejoindre les 411 FTA, à Oran ; or, le 8 novembre 1942, il y eut le débarquement des alliés en Afrique du Nord, l'occupation de la Zone Sud et, le 28 novembre, la dissolution de l'Armée de l'Armistice sur ordre des Allemands.

Ayant en 1943 rejoint la Résistance il sera intégré - sous le nom de "Marcel" - jusqu'à l'attaque des Allemands en septembre 1943 au maquis de Saint-Nizier d'Azergues, commandé par le "Grand Jean-not" ..

Ayant rejoint les FTP cordeliers de Lyon dont le chef était "Dardel" (nom de guerre "Muller"), il participa, avec "Dardel" et "Fonlup", à plusieurs opérations, dont une attaque d'un dépôt SNCF à Lyon. La Milice l'ayant repéré, il fut contraint de quitter la région.

Arrêté le 17 mars 1944, il réussit à se faire passer non pas pour un résistant, mais pour un trafiquant de marché noir échappant ainsi à la torture ou pire. Evadé le 29 septembre 1944 de la prison de Belfort, il réussit à rejoindre par la Suisse ses parents à Besançon, récemment libéré. Engagé, il sera arrêté lors d'une permission... pour son évasion de Belfort. Ce n'est que le 29 septembre 1945 qu'il sera remis en liberté provisoire, le commandant Carron ayant attesté de son appartenance à la Résistance lors de son arrestation de mars 1944.

Nous recherchons des personnes ayant pu le connaître à cette époque, notamment qu'il aurait pu côtoyer dans le maquis.

Contact : Pierre CASOLI
20 rue de la Schiffe 25200 - MONTBELIARD
Port : 06 77 41 77 08 Fax : 03 81 91 17 81
E-mail : pierreacasoli25@hotmail.fr
ou Maurice PIERRE. Tel : 03 81 91 88 78

Mon grand père, Jean-Yves LE MEUR, né le 9 juillet 1920 à Loguivy-Plougras, vient de mourir. Il n'a jamais voulu répondre à nos interrogations sur son passé de Résistant. Il se serait engagé sur le front de Guingamp en 1944 ; puis aurait rejoint Lorient. Nous avons bien trouvé en rangeant la maison, une carte de Résistant ; mais aucune photo, aucun écrit... Pourriez-vous m'aider à découvrir des traces du passé de mon grand père ? Quels seraient les démarches à effectuer ?

Contact : Anne-Cécile GRESSANT
24, rue Gastelier 72000 - LE MANS
Tel. port. 06 07 38 02 04
E-mail : annececile.gressant@laposte.net

Je recherche des informations sur le FTP-MOI de Clergoux que, mon père, républicain espagnol a rejoint en 1942. Existe-t-il des documents ou des contacts me permettant de reconstruire son histoire ?

Contact : Jacques LEON
152, rue des Primevères
30320 - POULX
E-mail : jacques.lucie@hotmail.fr

Je souhaite avoir des renseignements sur François CAMPERGUE qui aurait écrit un livre sur la résistance, instituteur à Nuges (12), et Marcel CAMPERGUE né à firmi demeurant à Madaillon (47) fait prisonnier, puis évadé...

Contact : Emmanuel CAMPERGUE
12340 - BOZOULS
Tel : 05 65 48 83 33
E-mail : emmanuel.campergue@orange.fr

LA VIE DE L'ASSOCIATION

PUY-DE-DÔME

Le 13 mars dernier s'est tenue l'assemblée générale du CODURA, sous la présidence de Jean-Robert Lindron. L'Assemblée fut ouverte par une minute de silence à la mémoire des disparus en 2009.

Le bilan financier a été présenté par Mme Paule Gauthier, la commission de contrôle, composée de Jean-Juliet et Raymond Duthell, lui donnant quitus.

Puis Jean-Robert Lindron développa le rapport moral détaillant les commémorations de 2010 et insistant sur l'importance du devoir de mémoire. Ensuite, il rechercha avec minutie les pistes pour trouver de nouvelles ressources.

Mme Fernandez rappela ensuite l'important travail réalisé pour la rénovation de l'exposition du musée. C'est une nouvelle muséographie très intéressante, fort bien documentée, sur les traces des "Baladins de la Margerie". « Ici, commence la Frame libre », avaient affiché les maquisards, mais leurs espoirs, malgré leur vaillance, furent déçus face aux armes lourdes des hordes nazies. A l'image du plateau des Glières et du massif du Vercors, ces concentrations ont attendu en vain un certain plan "Caiman".

Le bureau a été réélu dans son ensemble. Deux membres du bureau étant décédés en cours d'année, ils furent remplacés par deux nouveaux membres proposés par l'ANACR : Christiane Guélaud et Max Duvert. Jean-Juliet remplaça Marie-Louise Assaleix à la vice-présidence du CODURA et Annet-Jean Achard est élu à la commission de contrôle, à la place de Jean-Juliet.

Furent abordés des projets 2010 et, en priorité, la date de commémoration du Mont-Mouchet, fixée au 20 juin.

Le président du Conseil général, Jean-Yves Gouttebel, ayant informé par lettre que les dictionnaires distribués aux élèves comporteront quelques pages sur le devoir de mémoire, cela suscita des applaudissements de l'assemblée.

Annet-Jean Achard, président du Comité du Prix de la Résistance et de la Déportation, précisa que le comité a repris en main l'organisation du concours et de la cérémonie de distribution des prix, en collaboration avec l'Inspection académique. Un voyage de deux jours est prévu pour les meilleurs élèves à Colombey-les-deux-Eglises et au Mont-Vallérien.

JURA

L'assemblée générale du comité ANACR du Jura-Nord s'est tenue le 10 avril 2010 à Tavaux sous la présidence de Fernand Ibanez, assisté du co-président départemental Jean-Claude Herbillon, avec une soixantaine de participants et en présence de Mme Léa Santoni, directrice départementale de l'ONAC, de représentants du monde Combattant et d'élus.

M. Daubigny, maire de Tavaux, dit l'honneur qu'il ressentait à accueillir, I.A.G. de l'ANACR, rappelant que sa ville, située à proximité du camp d'aviation, eut à subir l'occupation nazie et les attaques aériennes alliées en même temps qu'elle fut un site où la Résistance était importante.

Hubert Paly, vice-président, présenta le rapport d'orientation et d'activité, Serge Roussey, secrétaire, rappela le sens de la revendication par l'ANACR d'une Journée Nationale de la Résistance, le 27 mai. La carte éditée à cet effet par l'ANACR, sera adressée aux élus.

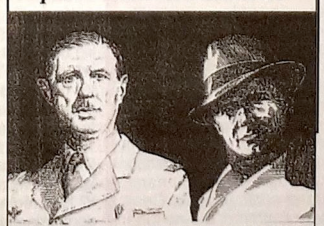
Pierrette Bussiere, trésorière, membre du Conseil national de l'ANACR, fit le rapport financier, soulignant la nécessité de subventions de la part des collectivités.

Henri Gondel, fils de passeur, rappela avec quelques exemples significatifs, les risques, que comportaient les passages de la ligne de démarcation.

Le président Fernand Ibanez conclut en soulignant l'exemplarité de la Résistance, la nécessité de recruter toujours et encore des Amis, qui prendront le relais des Résistants.

CHRONOLOGIE DE LA RÉSISTANCE DE LA FRANCE LIBRE, DE LA GUERRE

repères pour aborder la Résistance



Association Nationale des Anciens Combattants et Ami(e)s de la Résistance

L'exemplaire : 3€
Par 50 : 2,5€ l'exemplaire
Par 100 : 2€ l'exemplaire
à l'ANACR, 79 rue St Blaise 75020 PARIS

SAVOIE

Le congrès départemental s'est tenu le 10 avril dernier à Coise, commune qui fut un important centre de Résistance en Combe de Savoie. Après la minute de silence en mémoire des disparus, demandée par Marinette Moulin, ancienne déportée originaire de Coise, Marcel Rochoix, secrétaire départemental fit le rapport d'activité devant les 120 participants, en rappelant l'urgence nécessaire de recruter de nouveaux adhérents.

Gérard Simon, Ami de la Résistance, vice-Président de l'ANACR Savoie, rappela que l'année 2010 est le 65^{ème} anniversaire d'un événement majeur de l'histoire contemporaine, à savoir la victoire sur le nazisme, le 8 mai 1945. Il insista sur l'importance des commémorations, qui permettent de rappeler le rôle de la jeunesse française grâce à l'Occupation, de dénoncer les mensonges des falsificateurs de l'Histoire ; d'où la nécessité de faire du 27 mai une "Journée Nationale de la Résistance".

Il rappela que l'ANACR-Savoie s'implique dans la préparation et le déroulement d'importantes commémorations, comme celle de Terrenoire (Italie) et du Plan du Bourg (Saint-Georges-d'Hurtières), et qu'elle participe aussi à plusieurs actions, pour la mémoire de la Déportation en direction des établissements scolaires du Département, notamment aux Chemins de la mémoire organisés par l'U.S.E.P. L'ANACR est aussi présente au Jury départemental du "Concours de la Résistance et de la Déportation" ainsi qu'à la commission chargée d'élaborer le CD Rom sur la Résistance en Savoie.

C'est Martine Peters, représentant la Direction nationale, qui, en conclusion de cette matinée, rappela que l'ANACR continue de mener le combat pour la liberté, la démocratie, la fraternité, comme hier au temps des années noires de l'Occupation. Elle dénonça la renaissance des idéologies fascistes y compris en France. Elle se félicita qu'en Savoie, les Amis de la Résistance soient intégrés à tous les niveaux pour apporter une énergie nouvelle à notre Association.

Elle insista pour que le maximum soit fait pour obtenir satisfaction quant à notre revendication d'instauration d'une "Journée nationale de la Résistance" le 27 mai, date anniversaire de la création en 1943 du CNR sous la Présidence de Jean Moulin, CNR dont le Programme reste un texte de référence.

Le Congrès s'est terminé par un dépôt de gerbes au Monument aux Morts de Coise, en présence du maire de Coise, des Conseillers généraux de Chamoux, de Montmélian et de la Rochette, les chants patriotiques ont été assurés par la chorale et l'Harmonie municipale de Coise.

FINISTERE

La réunion du Comité directeur départemental de l'ANACR, le 26 mars 2010 à Châteaulin, a permis de dresser le bilan de la 2^{ème} randonnée de la Résistance, qui s'est déroulée le dimanche 20 septembre 2009 dans les Monts d'Arrée.

Cette randonnée, rappela Pascal Prigent, eut lieu par une grande et belle journée, qui fut à la fois instructive et conviviale. Plusieurs facteurs expliquent ce succès :

- la qualité et la beauté du parcours, jalonné de lieux de mémoire en lien avec la Résistance locale et avec la Déportation, la qualité des intervenants, la présence particulièrement appréciée d'enfants de Résistants.
- le soutien de la municipalité de Plouneour-Ménez (intervention du maire Ernest Géréec, prêt de la salle polyvalente),
- le soutien et l'aide du Collège des Monts d'Arrée (présence active d'élèves, aide logistique pour le goûter),
- le public nombreux.
- l'inscription de la Randonnée dans les journées du Patrimoine...

Ces succès, qui vient après celui de la 1^{ère} randonnée dans les Montagnes noires en 2008, conduit à la préparation en 2010 de la 3^{ème} randonnée de la Résistance à Douar-denez, le 26 septembre 2010, sous la conduite de Michel Mazéas, Maire honoraire de Douar-denez. Il s'agira de faire revivre l'Occupation et la Résistance dans une ville et dans un port. Les départs des bateaux de pêche (13 entre 1940 et 1944) et les combats de la libération en milieu urbain en août 1944 seront les deux principaux axes de ces chemins de mémoire.

Et d'ores et déjà est envisagée la 4^{ème} randonnée... en 2012.

INDRE-ET-LOIRE

L'Assemblée générale du Comité local ANACR de Tours-Saint-Pierre-des-Corps s'est tenue dans cette dernière ville le 4 mars dernier, dans la salle de la Médaille où les membres du Bureau du Comité avaient mis en place l'exposition de l'ONAC «A la mémoire des fusillés d'Indre-et-Loire». On notait la présence de Robert Lachaize, représentant la Municipalité et de Louis Lopez, attaché parlementaire de Marie-France Beaufils, Sénatrice-Maire de Saint-Pierre-des-Corps.

Après quelques instants de recueillement à la mémoire des camarades et Amis disparus depuis l'A.G. précédente, Jean Soury, président départemental de l'ANACR, présenta le rapport moral, en mettant l'accent sur la nécessité à l'heure de la remise en cause des acquis du Programme du CNR, de l'obscureissement volontaire de la mémoire qui permet aux fascistes de relever la tête en Europe et en France, de la volonté de réduire la place de l'Histoire dans notre enseignement et de ramener les différentes commémorations à une seule journée, de passer la mémoire des valeurs de la Résistance et des combats des Résistants, alors même que ceux-ci disparaissent.

Cette inéluctable disparition de combattants de la liberté, restés fidèles à leurs idéaux, représente un affaiblissement de notre capacité à impulser le travail de mémoire et réduit nos moyens de l'effectuer. D'où l'urgence nécessaire de renforcer les rangs de notre association avec de nouveaux Amis(e)s.

Une initiative récente touchant le département, choisi comme référent pour conduire une réflexion sur la façon dont les associations vont poursuivre leur action dans les dix années à venir, et regroupant lors d'une réunion en Préfecture les différents organismes patriotiques, dont certains Présidents militent pour une journée unique du Souvenir, avec une avec une incitation au regroupement des associations, confirme bien nos craintes. Elle nous conduit à réclamer toujours plus fort une reconnaissance de la Résistance et de ses valeurs en faisant du 27 mai la Journée nationale de la Résistance.

Michel Beaufils, trésorier du Comité et trésorier départemental, présenta ensuite le rapport financier. En 2008 la participation au Congrès de Marseille a laissé un déficit important eu égard aux faibles moyens du comité. Le Congrès se déroulera cette année à Agen, plus proche pour des Tourangeaux, mais il nécessitera cependant un soutien financier des délégués. Pour terminer le trésorier présenta le nouveau drapeau de l'ANACR.

Par ailleurs, l'Assemblée aborda la question de l'imprescriptibilité des crimes de guerre suite à un article de la Nouvelle République concernant une campagne menée par un comité corrézien à propos d'un Projet de loi sur le sujet déposé devant le Sénat en 2007. Lors du débat fut précisée la réalité de la problématique soulevée par ce projet, parfois très éloignée des outrances des propos tenus à son sujet. Il a été rappelé que l'ANACR s'est toujours prononcée pour l'imprescriptibilité des crimes de guerre mais que celle-ci n'a jusqu'à ce jour jamais inscrit dans le droit français. Et de conclure sur une démarche autonome de l'ANACR auprès des parlementaires d'Indre-et-Loire pour qu'ils se prononcent en ce sens.

GIRONE

L'Assemblée générale des Comités de Bordeaux et de Mérignac s'est tenue à la Maison des Associations le 16 janvier à Mérignac, sous la présidence Marie-Pierre Pujol, présidente du comité de Mérignac, avec la présence du co-président départemental Jacques Loiseau, des secrétaires Jacqueline Soulié et Andrée Fay.

C'est Andrée Fay qui donna lecture du rapport d'activité de l'année écoulée. Les membres de la direction des comités de Bordeaux et de Mérignac étant également à la direction départementale, l'action dépasse les limites des deux comités et s'étale sur tout le département ; remise des cartes dans tous les comités ; présence à toutes les cérémonies du souvenir : Sauveterre, Lorette (La Réole), le Médor (Vigne-Oudide), Front du Médor, Blanquefort pour l'opération Frankton, Saucats). A toutes ces cérémonies, l'ANACR et la FNDIRP s'associent : c'est ensemble que nous commémorons le 29 avril, Journée de la Déportation.

A Mérignac, l'ANACR, avec l'aide de la municipalité, commémore le 27 mai, la Journée nationale de la Résistance, encore non officialisée par le gouvernement, et, avec des lycéens et collégiens, dépose une gerbe au pied de l'«Arbre de la Mémoire».

Sont aussi commémorés les 17 et 18 juin 1940, jours de l'acte de Résistance de Jean Moulin, et de l'Appel du Général de Gaulle, le 6 juin 1944, jour du Débarquement de Normandie, le 8 mai 1945, jour de la capitulation nazie qu'accompagna une explosion de joie, le 29 août, jour de la Libération de Bordeaux et de Caudéran.

ALPES-MARITIMES

Le 27 mars dernier, Menton réparait un oubli en inaugurant une rue au nom de l'unicatueur de la Résistance et fondateur du CNR, Jean Moulin.

L'inauguration s'est faite en présence de Jean-Claude Guibal, député-maire de la cité, de plusieurs personnalités civiles, militaires et religieuses, dont M. Christophe Marot, sous-préfet, de Mme Giudicelli, sénatrice, de Mme Danièle Bermond-Valentin, vice-présidente du Comité régional du Mémorial Jean-Moulin de Salon-de-Provence, de Solange Rodrigues, coprésidente départementale de l'ANACR, qui avait depuis plusieurs années présenté la demande et effectué les démarches ayant conduit à l'inauguration de l'avenue Jean-Moulin, de Mireille Jourdan, présidente départementale de la FNDIRP, de représentants de plusieurs autres Associations patriotiques.

«Ce héros de la Résistance, au côté de ceux de la Deuxième Guerre mondiale, sera désormais à l'accueil des personnes venant visiter notre ville pacifique mais qui a tant souffert...» devait déclarer M. Jean-Claude Guibal. Mme Bermond-Valentin souligna qu'ainsi «nous poursuivons le travail d'histoire et de mémoire que nous devons à ceux qui ont consenti le sacrifice ultime».

La plaque fut dévoilée par M. Guibal, député-maire, et par Mireille Jourdan, avant que ne retentisse la Marseillaise.

LANDES

Le comité ANACR de Tarnos-Seignanx a tenu son assemblée générale le 30 janvier salle Nelson-Mandela de Tarnos, en présence d'une quarantaine de participants, dont MM. Jean-Marc Lespade, maire de la ville et Antoine Roblès, adjoint à la culture et aux relations publiques. L'Assemblée a rendu hommage aux disparus en 2009, puis Jean Miremont, président du comité, et Michel Laberit, trésorier, ont présenté les rapports d'activité et financier 2009, adoptés à l'unanimité ; le bureau sortant fut réélu de même.

Les projets pour 2010 furent présentés : organisation du congrès départemental à Tarnos au mois de mai, participation au congrès national à Agen en octobre, ou encore sortie au musée Jean-Moulin de Bordeaux et visite du camp de Souge en septembre ; initiatives démontrant le dynamisme du comité.

Ouverte à tous, l'assemblée a accueilli 4 nouveaux membres au sein du Comité dont l'effectif atteint 72 adhérents, de 16 à 96 ans...

Eduard Valéry, président d'honneur, a rappelé dans son discours de clôture, que «par son engorgement et sa profondeur populaire, la Résistance fut bien, de l'avis de nombreux historiens, la deuxième référence fondatrice de la République, après la Révolution Française de 1789».

ESSONNE

Le comité ANACR de l'Essonne a tenu une Assemblée générale à Evry le 1^{er} avril dernier.

Après une minute de silence à la mémoire des camarades disparus depuis l'A.G. de 2009, Jacques Varin présenta au nom du Bureau le rapport d'orientation et d'activité, puis le rapport financier fut présenté par Christiane Tardif ; Christiane Maestrati fit une information sur l'UDAC où elle représente l'ANACR.

Jacques Varin, après avoir évoqué le score significatif de l'extrême-droite aux élections régionales – resté en Essonne en dessous de 10% – appela à la vigilance, soulignant la nécessité de diffuser les valeurs de la Résistance, des plus utiles dans le combat contemporain contre les résurgences du fascisme. Le Programme du CNR a été envoyé à tous les Lycées et collèges ainsi qu'aux parlementaires, conseillers généraux et régionaux de l'Essonne, auxquels va être adressée la carte demandant l'instauration de la Journée nationale de la Résistance le 27 mai. L'ANACR de l'Essonne sera présente à la cérémonie qui se déroulera le 27 mai à Evry, ainsi qu'au congrès national à Agen.

Le rapport moral et d'activité ainsi que le rapport financier ayant été approuvés à l'unanimité (quittus donné à la trésorière), le Bureau départemental fut réélu de même : Lucien Collin (membre), Yvette Dutoir (secrétaire), Jean Fernandes (membre), Christiane Maestrati (secrétaire), Christiane Tardif (trésorière), Jacques Varin (président), André Verdier (membre).

NOS DEUILS • NOS DEUILS • NOS DEUILS

Chaque mois, les comités de l'ANACR ont à déplorer le décès de vaillants camarades qui se distinguèrent dans les combats de la Résistance et de la Libération. La Direction nationale de l'association et son journal adressent aux familles et amis des disparus, leurs condoléances et l'expression de leur fraternelle affection.

Suzette DONAUD, Guy DUMAS, Jacques-Elie PROUT, (Dordogne)

Décédée le 26 mars dernier, Suzette Donaud servit comme agent de liaison entre les différents maquis sous les ordres d'Emile Bazillou, qui coordonnait le Front National de la Résistance pour le Mousidais. Pour ses services et son courage, elle a obtenu la Croix du combattant 1939-1945, le diplôme de la reconnaissance de la Nation et la Croix des combattants des moins de 20 ans.

Décédé le 24 avril, Guy Dumas, né à Saint-Front-de-Prado, découvrit la guerre avec l'afflux des réfugiés alsaciens et mosellans. Issu d'une famille militante, il devint très vite un "légat" en compagnie de Georges Guérin et François Hugon, avec qui il travailla dans une compagnie d'électricité. En juin 1944, il participa à la formation du groupe "François" avec François Hugon, Georges Guérin, Marcel Rigal et le facteur Pichardie. Ce groupe trouva refuge à Colombat. Le 11 juin 1944, avec quatre autres maquisards, lors de l'attaque de Mussidan, Guy Dumas, chargé de faire sauter le pont-rail, fut blessé lors du repli. Malgré un poignet cassé, il réussit à guider le groupe dans son repli. Après la libération de Mussidan, il intégra avec les autres maquisards du Mousidais le 108^{ème} R.I. qui prit part au siège de la Rochelle. Il fut alors de nouveau blessé. Membre de la section ANACR de la vallée de l'Isle et de la Double, devenu maire de Saint-Etienne-de-Puycorbier, il accueillait des groupes scolaires visitant les monuments de la Double.

Jacques Prout, né en 1923, décédé dans sa 87^{ème} année, passa l'essentiel de sa vie dans la commune de Saint-Louis-en-l'Isle (Dordogne), dont il fut maire de 1988 à 2001. Après une période de deux mois aux Chantiers de Jeunesse en 1943, il entre en Résistance le 10 mars 1944, puis intègre le Maquis le 6 juin 1944 (4^{ème} Bat.), signe enfin un engagement pour la durée de la guerre le 1^{er} décembre 1944 à la Rochelle où il demeure sur le Front jusqu'au 10 mai 1945. Il est présent en Allemagne (au titre de l'Occupation) jusqu'au 20 novembre 1945 puis démobilisé le 14 janvier suivant à Limoges. En 1946, il crée la section ARAO de Mussidan, dont il sera Président de 1997 à ce jour. Il assure depuis le 25 avril 1980 la vice-présidence de l'Amicale du 4^{ème} Bat. (groupe François) Il est secrétaire de l'ANACR de la vallée de l'Isle et de la Double de 1987 à 1999, puis en devient le président.

Robert BALAS, Arthur REPONTI, Georges DASTROS (Gers)

Dans la Résistance au Groupe Raynaud Robert Balas, 86 ans, fut agent de liaison entre Tachères et le Maquis de Meilhan. Il participa à la libération du Gers et avec les FFI, compagnie Galan 150 RI, entre le 30 avril et le 1^{er} Mai 1945, à la libération de l'Isle d'Oléron. Membre de l'ANACR depuis sa création dans le Gers, il participe en 1972 à celle de l'amicale du Maquis de Meilhan, dont il sera le porte drapeau pendant 36 ans.

Georges Dastros, aux Chantiers de Jeunesse, avant d'être désigné pour le STO, s'évada et entra dans la Résistance au groupe FTPF de Cantaloup à Lectoure et participa à la libération du Gers.

Arthur Reponti, disparu à 86 ans, dans la Résistance à partir de septembre 1942 au mouvement Combat puis au M.U.R. à partir du 6 juin 1944, entra au maquis dans les environs de Berdeux. Il prit part à la libération du Gers et entra dans ses foyers en 1945. Le Comité ANACR du Gers déplore aussi la disparition à 82 ans d'Yves PRADERES, dans la Résistance en 1943 dans la région de Nérac et qui participa à toutes les actions du Maquis.

Michel SIREL (Seine-Saint-Denis)

Engagé dans les Forces Françaises Combattantes du 1^{er} juin 1941 au 8 mai 1945, Michel Sirel, disparu à 89 ans, fut cité à l'ordre de la division avec attribution de la Croix de guerre 1939-1945, avec Etoile d'argent le 10 novembre 1945 par le Général de Gaulle, il était C.V.R., Chevalier dans l'Ordre national du Mérite.

Pierre GOURLAIN (Somme)

Décédé à 84 ans, Pierre Gourlain ramassa avec son frère et un cousin les armes et munitions les armes abandonnées lors de la déroute de l'Armée française dans la région de Rue. Ce stock servit plus tard aux Résistants du secteur. A partir de 1942, tracts, inscriptions, transport de mines déterrées sur la plage de Fort Mahon par les Résistants des environs, sabotage de wagons et matériels de l'organisation Todt. Les mines servaient et attentats. Entré à 18 ans à la Poste d'Abbeville, il récupéra les lettres de dénonciation envoyées à la Kommandantur, ce qui permit de prévenir de nombreux patriotes. Membre actif de Lib-Nord puis de la 7^{ème} Cie FFI-FTPF, il était titulaire des Croix du CVR et du Combattant, il a été jusqu'à ces dernières années le Trésorier du Comité ANACR de Mers-les-Bains.

Gaston LAVOINE (Aisne)

Tout jeune Gaston Lavoine fut un Résistant déterminé qui mena des actions de sabotage avec les FTP sous les ordres de «Roberte» (Raymonde Fiolet). Souvenons-nous en particulier du sabotage qui mit hors service l'écluse de Fontenoy. Il participa à tous les combats de la Libération de Soissons. S'il ne fut pas au Bois des Châssis, c'est qu'il en fut empêché au moment d'embarquer dans le camion à la caserne Goudaud, alors qu'il s'était porté volontaire, par sa camarade Geneviève Bouchel qui lui fit remarquer que marié et père de famille, ce n'était pas sa place. Il s'engagea pour la durée de la guerre qu'il termina en Allemagne avec la 1^{ère} Armée française.

André VEILLARD (Marne)

Né le 8 décembre 1921, André Veillard, réfractaire au STO, passa la ligne démarcation avec son cousin Raymond Robert. Il participa à la défense d'Anancy, contre les Italiens, il rejoignit le maquis des Dents de Lanfon, à la bataille des Glières en mars 1944, à la libération d'Anancy et de la Haute-Savoie, à la campagne d'Autriche. Il était titulaire de Croix du Combattant, du CVR, du Combattant Volontaire.

Jean TENENBAUM (FERRAT) (Ardèche)

D'une famille liée à la Résistance et ayant connu les persécutions – son père fut déporté et mourut à Auschwitz – Jean Tenenbaum (né en 1930), après avoir travaillé comme aide-chimiste, s'orienta au début des années cinquante vers une vie d'artiste, prenant en 1959 le nom de Jean Ferrat. Ayant notamment mis en musique de nombreux poèmes d'Aragon dont il fit des chansons célèbres, Jean Ferrat écrit en 1963 et interprète «Nuit et Brouillard», bouleversant hommage à ceux qui «voulaient simplement ne plus vivre à genoux». Chanteur populaire aux nombreux succès pour des œuvres de qualité, Jean Ferrat se retirera Antraigues-sur-Volane en Ardèche. Il y adhéra en 2004 au Groupe départemental des Amis(e)s de la Résistance (ANACR), dont il sera président d'honneur.

Peter KINDT (Puy-de-Dôme)

«Peter» dans la Résistance, Pierre Kindt s'est éteint à 87 ans. En 1943, il refusa de partir au STO et entra en Résistance en Dordogne. Il revint en Auvergne le 9 mars 1944, dans la région d'Issoire, et est affecté à l'équipe spéciale du 105^{ème} bataillon FTPF. Il participa à de nombreuses actions et à la libération d'Issoire. Maire de Chidrac de 1974 à 1983, Pierre Kindt était titulaire des Croix du Combattant et du Combattant volontaire.

L'ANACR du Puy-de-Dôme déplore aussi la disparition dans sa 87^{ème} année d'Edmond MARTIN, déporté par le convoi parti de Compiègne le 25 juin 1943 pour Buchenwald, où il fut enregistré sous le matricule 14.097.

Yves LAGARDE, José LOZANO, Marthe COSTES (Aveyron)

Le premier acte de Résistance d'Yves Lagarde («Boubou»), décédé à 83 ans, date du 14 juillet 1943 : un groupe de jeunes (garçons et filles) dépose une gerbe au monument aux morts de Villefranche-de-Rouergue puis défille en chantant la Marseillaise. Les meneurs sont arrêtés et Yves Lagarde est mis en résidence forcée à Sainte-Geneviève (nord-Aveyron). Averti des suites probables de cette sanction, Yves s'évade et se cache dans une ferme de la région de Villefranche où son combat de Résistant se continue au sein de l'AS.

José Lozano fit partie du groupe de Résistance actif jusqu'au 3 février 1944, date à laquelle il rejoignit le Lot. «Bonus» est alors affecté au Maquis de Latronquière, participant à toutes les opérations du détachement Gabriel-Péri. Puis, il entre dans Toulouse avec sa Compagnie avant de partir avec la colonne Schneider pour la Campagne des Vosges. Avec une compagnie du 80^{ème} R.I., il participera à de durs combats. Puis, la franchira le Rhin et restera après la victoire en occupation en Allemagne jusqu'au 6 octobre 1945, date de sa démobilisation démobilisé. Il reprendra alors son métier de mineur de fond.

Disparue à 98 ans, Marthe Costes fut arrêtée puis déportée à Ravensbrück où elle fut enfermée du 3 janvier 1944 au 27 avril 1945 ; Elle était décorée de la Légion d'Honneur, de la Croix de guerre avec palmes, de la Médaille militaire, de la Croix des Combattants, de la Médaille de la Résistance.

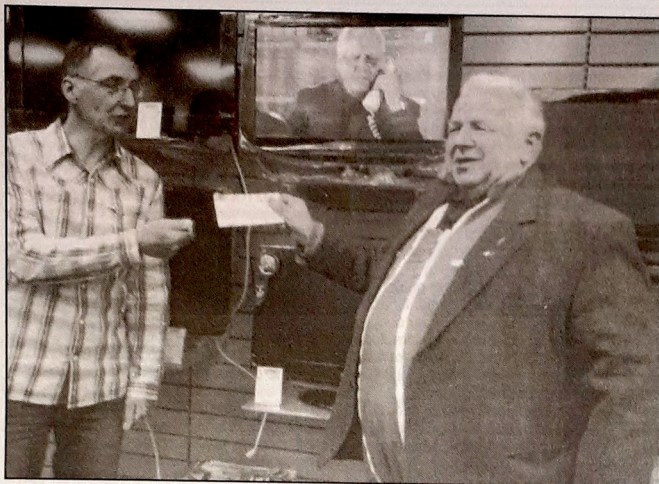
Pierre MEYRIEUX, Marius TROUSSIER, Joseph MONTABONE (Isère)

Engagé dans la Résistance en 1942-1943, Pierre Meyrieux participe dans le 6^{ème} bat. FTPF (R. Bœuf), puis avec le 2^{ème} bat. (C. Terrier) à l'activité clandestine : distribution de tracts, journaux clandestins, destruction de voies ferrées, de transformateurs, attaques de convois allemands, etc. Après la Libération, le 1^{er} bataillon est appelé en renfort dans le Briançonnais jusqu'en hiver, puis redescende sur Val-les-Près et enfin Grenoble au Fort Rabot. Avec le 11^{ème} BCA (Cdt. Grand) des chasseurs alpins reconstitués, il participe au Mont Froid, au Mont Cenis et en Italie aux combats pour la victoire finale.

Marius Troussier est disparu à 86 ans. Résistant la première heure, membre de l'ANACR depuis sa création, Marius appartient au Détachement Muller avec Louis et Germaine Valier, Yvonne Bontoux et Maurice Guichard. Il échappera de peu aux tragiques journées du 17 et 18 février 1944 : tout occupé par l'organisation d'une distribution de tracts, il sera en retard à une réunion des FTP devant se tenir le 17 février au soir chez la famille Bontoux, il entendra les coups de feu qui devaient déclencher les participants à la réunion. Il se réfugia chez des habitants avant de rejoindre le lendemain le Maquis du Grésivaudan, maquis FTP de Belledonne, sous les ordres du Commandant Dalmassa jusqu'à la libération.

Décédé à 91 ans, Joseph Montabone avait fait la «Drôle de guerre» dans les chasseurs alpins. Fait prisonnier à Vaux-Bain, il se retrouve au camp de Limbourg, puis chez un agriculteur, d'où il s'évade avec 10 de ses camarades. De retour chez lui après un difficile périple, il rejoint le maquis des Chabarrand où il avait plusieurs amis. Au cours de la remontée vers Strasbourg, vers Lyon, il sera légèrement blessé, citation et Croix de guerre avec étoile de bronze.

BONS DE SOUTIEN 2009



l'un des deux gagnants du tirage des gros lots des bons de soutien 2009 - l'autre ne s'est toujours pas fait connaître - est haut-saônois : détenteur du bon de soutien n° 86375, Pierre Chopitel-Marin, à la fois souscripteur personnel et diffuseur des bons de soutien de l'ANACR, a choisi un téléviseur. On le voit ici l'acquiescer dans un magasin.

JOURNÉE NATIONALE DE LA RÉSISTANCE, LE 27 MAI

Dans de très nombreuses villes et villages, la date du 27 mai, anniversaire de la création du CNR en 1943, est la journée lors de laquelle est rendu un hommage particulier au rôle de la Résistance dans la libération de notre pays et la restauration des libertés, en même temps qu'au sacrifice des Résistants qui les ont permises.

A Paris, comme les années précédentes, l'ANACR rendra hommage au fondateur du CNR en déposant une gerbe au pied des stèles-mémorial Jean-Moulin, au bas des Champs-Élysées, devant le Carré Marigny ; elle sera représentée à 18 h30 sous l'Arc-de-Triomphe lors du ravivage de la flamme par la Fondation de la Résistance.

UN DOCUMENT EXCEPTIONNEL : ROBERT CHAMBEIRON TÉMOIGNE

LE CONSEIL NATIONAL DE LA RÉSISTANCE (C.N.R.)



LE CNR ET SON PROGRAMME

Entretien avec Robert CHAMBEIRON, secrétaire général-adjoint du CNR

VIDEO-CASSETTE

VHS-PAL (60 minutes)..... l'unité : 23 € x =
Par 10, l'unité : 20

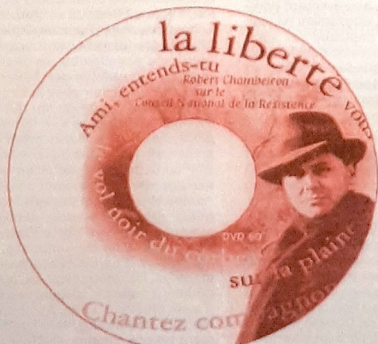
DVD (60 minutes)..... L'unité : 28 € x =
Par 10, l'unité : 25 €

Total : €

Franco de port

Toute demande d'envoi en recommandé sera facturée

Les commandes doivent être adressées à l'Association Nationale des Ami(e)s de la Résistance (A.N.A.C.R.) 79, rue Saint Blaise 75020 PARIS - chèque à l'ordre de l'A.N.A.C.R.



CINEMA ET RESISTANCE EN CORSE

Événement annuel de la vie culturelle en Corse, les « Rencontres-Cinéma-Histoire », organisées par l'ANACR 2A en partenariat avec la Cinémathèque de Corse à Porto-Vecchio, l'Association « Latinità » et la CCAS des agents EDF/GDF de Corse, se sont déroulées pour leur 9^{ème} édition du 6 au 9 avril 2010.

575 élèves des écoles élémentaires de la Corse du Sud d'Ajaccio et des environs ont assisté à la projection du film d'animation « Le journal d'Anne Frank » et dialogué avec Jacqueline Wroblewski, présidente de l'ANACR 2A.

103 collégiens ont pu, à l'issue de la projection du film « 12 balles dans la peau pour Pierre Laval », poser des questions à Yves Boisset, réalisateur du film, ainsi qu'à Denis Peschanski, historien, invités tous deux de ces 9^{èmes} rencontres avec Jacques Varin, secrétaire général adjoint de l'ANACR, présent comme chaque année aux côtés des organisateurs.

A Bastia, l'ANACR 2B avait fait le choix, comme l'ANACR 2A, d'un film sur les résistants étrangers de la Main-d'Œuvre Immigrée (les FTP-M.O.I.) ; plus précisément, celui du film réalisé par Jorge Amat et Denis Peschanski : « La traque de l'affiche rouge ». Six classes du Lycée Giocante-de-Casabianca ont assisté à la projection, et participé au débat animé par Sixte Ugolini.

A Porto-Vecchio, dans les locaux de la cinémathèque de Corse, une soixantaine de personnes ont assisté à la projection de « 12 balles dans la peau pour Pierre Laval », en présence du réalisateur Yves Boisset, avec lequel ils ont pu échanger lors d'un débat animé par Lydie Mattei.

Pour le public adulte du centre de vacances de la CCAS à Porticcio, c'est le film « Walter, retour en Résistance » de Gilles Perret qui avait ouvert la manifestation. Sa projection au centre de

vacances « Marinca » de la CCAS de Corse a rassemblé 200 spectateurs, très intéressés par ce film qui a été suivi d'un débat passionné et passionnant animé par Antoine Poletti, secrétaire de l'ANACR 2A, et Jacques Varin.

A Ajaccio et au centre de vacances de la CCAS de Porticcio le 27 avril, l'ANACR 2A a offert à plus de 300 spectateurs l'occasion de voir et de commenter le film de Robert Guediguian « L'armée du crime », qu'aucune salle de cinéma d'Ajaccio n'avait programmé lors de sa sortie. Des débats animés ont eu lieu également à la fin des projections du film d'Yves Boisset « 12 balles dans la peau pour Pierre Laval » et du documentaire « Maréchal nous voilà » de Denis Peschanski entre le public et les réalisateurs présents dans la salle.

Ces 9^{èmes} « Rencontre-Cinéma-Histoire » se sont clôturées par un vin d'honneur en présence de Dominique Bucchini, nouveau président de l'Assemblée de Corse, Collectivité Territoriale, qui soutient depuis sa création la manifestation de l'ANACR. Était également présente, Madame Anne-Marie Luciani, adjointe déléguée à la culture représentant Monsieur le député-maire d'Ajaccio. Elle était accompagnée de nombreux élus de la ville qui avait mis à disposition de l'ANACR 2A la toute nouvelle et magnifique structure qu'est « L'espace Diamant ».

Participaient à cette manifestation de nombreux autres élus de la Corse du Sud, des représentants d'entreprises partenaires, des responsables de la CMCAS et de la CCAS de Corse, ainsi que les représentants d'associations patriotiques et culturelles d'Ajaccio.

L'ANACR 2A se propose de prolonger ces 9^{èmes} rencontres au cours du 3^{ème} trimestre 2010 par de nouvelles projections et débats en direction des jeunes et des adultes.



LIVRES • LIVRES • LIVRES

TEMOIGNAGES SUR LA RESISTANCE DANS LE CANTON DE BUGEAT (CORREZE)

Comité cantonal de l'ANACR

Au cœur du Plateau de Millevaches, le canton de Bugeat fut en Haute-Corrèze un des hauts-lieux de la Résistance limousine.

C'est cette épopée que retrace cet ouvrage réalisé et publié par le Comité cantonal de l'ANACR, dont le maître d'œuvre est son vice-président, Bernard Bouché, en faisant appel à plusieurs dizaines de témoignages et récits de - et sur - celles et ceux qui en furent les acteurs.

Sont ici évoqués des lieux de Résistance - Les Bordes, Chadebec, l'Echameil, Marcy, la Borne 10, le camp Cadras, les bois de la Vergne, où le 29 avril 1944 tombèrent trois jeunes du maquis installé là ; des lieux de Résistance mais aussi des parcours de Résistants, tant des FTP que de l'A.S., que ce livre fait revivre en les accompagnant parfois de photographies. Non seulement parcours de ceux qui « passèrent » aux maquis, mais aussi de ceux qui, restés « légaux », furent leurs yeux et leurs oreilles, observant les mouvements de l'ennemi, qui les ravitaillèrent et chez qui ils trouvèrent parfois refuge.

Est aussi évoqué le souvenir des 11 déportés résistants du canton, ainsi que celui des 14 victimes des persécutions raciales, fusillées à Tarnac et à l'Eglise-aux-Bois, déportées à Auschwitz.

Enfin, et ce n'est pas son moindre mérite, l'ouvrage prend en compte l'action de mémoire accomplie depuis plus d'un demi-siècle, par l'organisation de cérémonies, l'érection de

stèles, la pose de plaques-souvenir, action de mémoire à laquelle l'ANACR a contribué au premier rang.

(256 pages, Bugeat, 1^{er} semestre 2010, 20 €)

LE JOURNAL DE LA RESISTANCE

FRANCE D'ABORD

Rédaction - Administration
79, rue St-Blaise, 75020 Paris

Directeur de Publication : ROBERT CHAMBEIRON

REDACTION - ADMINISTRATION

79, rue Saint-Blaise, 75020 PARIS
Tél. : 01.44.64.80.80 - C.C.P. 4194-42 W PARIS
e-mail : journaldelaresistance@wanadoo.fr

ABONNEMENTS

France..... 13 €
Etranger..... 14 €
Abonnement de soutien..... 25 €
Le numéro..... 2,5 €

CHANGEMENTS D'ADRESSE

Prière de joindre la bande du dernier numéro reçu et deux timbres-poste pour frais

Edité par la S.A.R.L. FRANCE-D'ABORD

Le gérant : Jean-Paul RIFFAULT

Commission paritaire des Publications

et Agences de Presse - N° 0308 A 06405

Imprimerie Multi Inco Photo

3-5, rue de l'Atlas, 75019 Paris

Tél. : 01.40.03.96.60